

La COP30 peut-elle marquer le début de la sortie des énergies fossiles ?

Depuis 2015, le solaire et l'éolien se développent à un rythme phénoménal, mais l'usage du charbon, du pétrole et du gaz restant dominant, la transition énergétique n'a pas encore vraiment commencé

ANALYSE

Côté pile, il y a le déploiement spectaculaire des technologies bas carbone. Une tendance en grande partie irréversible, et inimaginable il y a encore quelques années. Côté face, le système énergétique reste massivement dominé par le charbon, le pétrole et le gaz. Selon les Nations unies, la part des combustibles fossiles dans l'approvisionnement mondial est passée de 83 % en 2015 à... 80 % en 2024.

De quel côté la pièce va-t-elle finalement tomber ? Dix ans après l'accord de Paris sur le climat, la transformation du système énergétique est-elle en cours ? L'éolien et les panneaux solaires vont-ils permettre de se débarrasser des combustibles fossiles, responsables de la crise climatique, ou vont-ils continuer à s'ajouter aux autres sources d'énergie ?

« Il y a un grand débat pour savoir si nous sommes dans une situation d'addition énergétique ou

de transition énergétique, constate Jean-Louis PÉGÉ du cabinet de conseil Rystad Energy. La consommation d'énergie a tellement augmenté que même si la part relative des fossiles a diminué, leur part absolue reste tout aussi importante. »

« Il n'y a pas encore de substitution des fossiles vers les renouvelables, mais nous sommes à un point de bascule », observe aussi la directrice de la Fondation européenne pour le climat, Laurence Tubiana, qui fut l'une des architectes de l'accord de Paris.

SUCCÈS ÉCONOMIQUE

En 2015, lors de la conclusion de ce jalon historique, personne n'imaginait à quelle vitesse les renouvelables vont se déployer. À l'époque, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) table sur un total de 530 gigawatts (GW) de capacité solaire installée d'ici à 2024, en réalité, plus de 550 GW ont été déployés sur la seule année 2023, et la capacité globale est quatre fois plus importante qu'anticipé. D'autres projections ont été publiées. En 2024, les renouve-

lables ont représenté 92 % des nouvelles capacités électriques installées. Entre 2015 et 2024, les ventes de véhicules électriques ont augmenté de 3500 % : une voiture neuve sur deux vendues en Chine est électrique, une sur quatre en Europe. Le monde investit désormais presque deux fois plus dans les énergies bas carbone que dans les fossiles.

Ce phénomène balaye toute la planète. Au-delà des pays développés ou de la Chine, le solaire explose au Pakistan, au Vietnam connaît une pénétration rapide des renouvelables, et les importations de panneaux photovoltaïques en Afrique ont augmenté de 60 % entre juin 2023 et juillet 2024 par rapport à la période précédente.

La raison de ce succès est économique : la baisse du coût des technologies bas carbone (90 % pour le solaire et les batteries en quinze ans) a, là encore, excédé toutes les attentes. Leur déploiement « devient normal sur le terrain et dépasse en grande partie le cadre de la politique : ce sont les technologies les moins chères et

celles que préfèrent les consommateurs », explique, en avril, Brian Motherway, spécialiste des transitions inclusives à l'AIE. L'irruption des renouvelables a déjà eu des effets positifs dans la lutte contre la crise climatique. Depuis 2015, elles ont couvert les deux tiers de la hausse très rapide de la demande d'électricité, et la tendance s'accroît : au premier semestre 2024, la production solaire et éolienne a dépassé l'augmentation de la demande, selon les experts de l'ONU. Parmi les défis, ils citent l'expansion des réseaux électriques et du stockage, le renforcement des chaînes d'approvisionnement, l'augmentation des financements en

2024, a aussi calculé l'AIE. Il s'empêche : les émissions du secteur de l'énergie continuent d'augmenter et les énergies fossiles dominent. Une véritable transformation peut-elle s'engager ?

« Le monde est sur le point de connaître une percée majeure [en faveur de la transition]. Cependant, saisir cette opportunité vient pas chose acquise, car d'importants obstacles politiques et économiques persistent », mettent en garde les experts de l'ONU. Parmi les défis, ils citent l'expansion des réseaux électriques et du stockage, le renforcement des chaînes d'approvisionnement, l'augmentation des financements en

favor des économies en développement ou encore la résistance des lobbys du fossile. La demande d'énergie devrait aussi continuer de croître : outre les secteurs traditionnels, elle va être tirée par l'essor annoncé de l'intelligence artificielle et de la climatisation. « Ces deux domaines ne sont pas les plus compliqués à décarboner si les renouvelables continuent à se déployer », assure toutefois Cédric Philibert, ancien expert de l'AIE, pour qui les « points durs » se trouvent plutôt du côté de la sidérurgie et des transports maritimes et aériens.

Mais la grande incertitude est surtout politique. Dix ans après la

COP21, le multilatéralisme est mis à mal et le climat n'apparaît plus comme une priorité. La guerre en Ukraine a remis au centre des préoccupations les enjeux de sécurité, et le secteur pétrolier a abandonné une partie de ses engagements en faveur de la décarbonation. « La guerre de la Russie est aussi une guerre contre la transition énergétique », affirme Marco Antezza Fyl-Mazzeo, directeur du centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales. Tous l'argent investi dans la défense ne va pas dans d'autres politiques publiques. « Ce conflit a tout simplement remis en lumière la question de la souveraineté énergétique, et donc la nécessité de réduire les dépendances aux importations. »

MULTILATÉRALISME MIS À MAL

En parallèle, l'administration américaine est venue déboucher contre toute idée de climat du pétrole et du gaz. Ces turbulences vont peser sur le rythme de la transition, même si les experts soulignent que son avenir ne s'écrit plus ni aux États-Unis ni en Europe : en dix ans, c'est la Chine, premier émetteur de gaz à effet de serre, qui s'est imposée comme la nouvelle superpuissance énergétique.

« Il y a une ou deux décennies, on pensait que tout partait de l'Occident et se propageait ensuite aux pays en développement. Aujourd'hui, ce qui se passe part de Chine, se répand sur les pays du Sud et ensuite sur les pays du Nord », s'exclament Richard Black, directeur politique dans cette direction, et Brian Motherway, directeur de la stratégie à l'Institut. « En Chine mais aussi en Inde ou en Indonésie, les discussions portent sur la vitesse à laquelle il est possible d'accélérer cette transition, assure aussi Anil Dasgupta, président du World Resources Institute. Les grands pays à revenus intermédiaires jouent un rôle très important pour impulser le changement. »

Reste que le grand enjeu demeure celui du rythme, dans un contexte de course contre la montre pour limiter le réchauffement et ses effets. À quelle

« IL N'Y A PAS ENCORE DE SUBSTITUTION DES FOSSILES VERS LES RENOUEVELABLES, MAIS NOUS SOMMES À UN POINT DE BASCULE. »

LAURENCE TUBIANA, directrice de la Fondation européenne pour le climat

éclabousser cette transition entre énergies fossiles et renouvelables aura-t-elle lieu – si elle a lieu ? La société Wood Mackenzie estime désormais que l'objectif de neutralité carbone en 2050 est « hors d'atteinte », en raison de la hausse de la demande d'électricité et des tensions géopolitiques. Selon le cabinet de conseil McKinsey, les fossiles devraient représenter une part considérable du mix énergétique bien au-delà de 2050. « La neutralité carbone n'est pas lue en 2050, même en Europe, estime aussi Marco-Antezza Fyl-Mazzeo. Le sujet est plutôt de savoir comment atteindre le plus vite possible le pic des émissions pour amorcer la bascule. Tant que l'on aura réussi à décarboner l'aviation, les transports et une partie de l'industrie, nous aurons déjà fait une immense partie du chemin. »

Alors que d'autres experts continuent de croire en la possibilité d'atteindre cette ambition, la 31^e Conférence des parties sur le climat (COP31), qui s'ouvrira lundi 10 novembre à Bâle, au Brésil, permettra de tester la volonté politique des États. Donneront-ils suite à leur engagement en faveur d'une transition hors des énergies fossiles, attachés lors de la COP28 de Dubaï en 2023 ? « Nous n'avons même pas encore entamé le chemin qu'il nous faut parcourir [en termes de réduction des émissions et de sortie des fossiles]. Mais tous les ingrédients sont réunis pour franchir la prochaine étape. Tout dépend des choix que nous faisons maintenant », résume Brian Motherway. ■

FÉLIX HOUTREUX

